

SUR LA NATURE DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE CHINOIS

TONY ANDREANI *



RÉMY HERRERA **



ZHIMING LONG ***



Débats (et désaccords entre marxistes) sur la Chine

Aujourd'hui, les dirigeants chinois ne nient pas qu'il existe dans leur économie un important secteur privé capitaliste, autochtone ou étranger. En général, ils le considèrent plutôt comme l'une des composantes d'une économie mixte où la prédominance est accordée au secteur public et où la puissance de l'État doit être renforcée. Les discours de nombreux leaders avancent que la Chine se trouverait encore dans la « phase primaire du socialisme », étape jugée incontournable pour développer les forces productives et demandant beaucoup de temps afin d'arriver à terme. La visée historique resterait pourtant celle du socialisme développé – même si, il est vrai, ses contours sont loin

* PROFESSEUR ÉMÉRITE DE SCIENCES POLITIQUES À L'UNIVERSITÉ DE PARIS 8.

** CHERCHEUR AU CNRS (UMR 8174 CENTRE D'ÉCONOMIE DE LA SORBONNE).

*** PROFESSEUR À L'ÉCOLE MARXISTE DE L'UNIVERSITÉ TSINGHUA DE PÉKIN.

d'être clairement définis. De telles déclarations ne sont-elles que de façade, l'habillage d'une forme de capitalisme ? Ne mériteraient-elles pas qu'on les prenne au sérieux ? Le socialisme serait-il mort et enterré en Chine ? Nous ne le pensons pas.

Néanmoins, dans les débats entre auteurs marxistes, une nette majorité d'entre eux affirme que l'économie chinoise serait désormais capitaliste. Ainsi, Harvey (2005) croit apercevoir depuis les réformes de 1978 un « néolibéralisme aux caractéristiques chinoises » où un type singulier d'économie de marché aurait incorporé de plus en plus de composantes néolibérales actionnées dans le cadre d'un contrôle centralisé très autoritaire. Arrighi (2009), pour expliquer le succès de l'économie chinoise, mobilise quant à lui une relecture à contre-courant de l'œuvre d'Adam Smith, plus progressiste que le reconnaissent ses disciples partisans du libéralisme. D'après lui, les élites chinoises utiliseraient « le marché comme outil de gouvernement ». Panitch et Gindin (2013) analysent les implications de l'intégration de la Chine dans les circuits de l'économie mondiale et y voient moins l'opportunité de réorienter le capitalisme global que la duplication par la Chine du rôle de « complément » jadis tenu par le Japon, fournissant aux États-Unis les flux de capitaux nécessaires pour conserver leur hégémonie mondiale ; d'où une tendance à la libéralisation des marchés financiers amenant le démantèlement des instruments de contrôle des mouvements de capitaux et sapant les bases du pouvoir du Parti communiste chinois (PCC)¹.

D'autres marxistes, certainement plus rares, mais non moins importants, chinois ou étrangers², continuent pourtant à défendre l'idée que le système en vigueur en Chine, bien qu'assimilable à un capitalisme d'État, laisserait ouvert un vaste éventail de trajectoires possibles pour l'avenir. Dans le présent article, nous pousserons plus avant cette idée, jusqu'à soutenir que le système chinois contient toujours aujourd'hui des éléments clés du socialisme. Dès lors, l'interprétation de sa nature devient compatible avec celle d'un

¹ Voir : D. Harvey (2005), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press, New York ; G. Arrighi (2009), *Adam Smith in Beijing : Lineages of the 21st Century*, Verso, London ; L. Panitch et S. Gindin (2013), « The Integration of China into Global Capitalism », *International Critical Thought*, (3) 2, 146-158.

² Par exemple : T. Wen (2001), « Centenary Reflections on the 'Three Dimensional Problem' of Rural China », *Inter-Asia Cultural Studies*, 2 (2), 287-295 ; S. Amin (2013), « China 2013 », *Monthly Review*, 64 (10), online.

socialisme de marché, ou avec marché, reposant sur des piliers le distinguant encore assez nettement du capitalisme.

Caractéristiques du socialisme de marché à la chinoise

Pour Marx, le capitalisme implique une séparation très forte entre le travail et la propriété des moyens de production, tandis que les détenteurs du capital seraient eux-mêmes tendanciellement des collectifs, n'effectuant plus de travail dans la production. Cela se réalise pleinement dans le capitalisme financiarisé actuel où le management est délégué à des gestionnaires et le profit d'entreprise prend la forme de la valeur actionnariale. Selon ce critère fondamental de définition du capitalisme, il apparaît que nombre de petites entreprises chinoises relèvent davantage de la production familiale ou artisanale que du mode de production capitaliste strict. Ajouté à ceci, la logique du capitalisme est celle de la maximisation du profit distribuable aux propriétaires. Or ce n'est pas ce qui est observé dans les grandes entreprises publiques chinoises, comme le montre la faiblesse (voire l'inexistence) des dividendes versés à l'État, ressemblant plutôt à une taxe sur le capital. La séparation capital-travail est souvent relative en Chine : elle est limitée dans les entreprises publiques, ce qui empêche de les considérer rigoureusement comme une forme de capitalisme d'État, et plus encore dans l'économie dite « collective », où les travailleurs participent à la propriété du capital ou en ont même la propriété comme dans les coopératives (par actions ou non) et les communes populaires maintenues. Bien sûr, même dans ces entités collectives, les travailleurs restent « séparés » de la gestion, mais toute cette économie collective non étatique ne peut être oubliée et ne saurait être rangée sous la bannière du « capitalisme ».

Nous faisons une lecture du système chinois comme un socialisme de marché, ou avec marché. Ainsi, ce socialisme reposerait sur les dix piliers suivants, largement étrangers au capitalisme : i) la persistance d'une planification puissante et modernisée, qui prend des modalités diverses et mobilise des instruments distincts selon les secteurs concernés ; ii) une forme de démocratie politique rendant possibles les choix collectifs qui sont à la base de cette planification ; iii) des services publics très étendus, qui conditionnent la citoyenneté politique, sociale et économique et, en tant que tels, sont hors

marché ou faiblement marchands ; iv) une propriété de la terre et des ressources naturelles qui reste du domaine public, étatique au niveau national, collectif au niveau local, garantissant ainsi l'accès à la terre pour les paysans ; v) des formes de propriété diversifiées adéquates à la socialisation des forces productives : entreprises publiques (différent des firmes capitalistes, notamment par la participation des travailleurs à la gestion), petite propriété privée individuelle ou propriété socialisée – la propriété capitaliste étant, durant une transition socialiste longue, maintenue, voire encouragée, pour dynamiser l'activité et inciter les autres formes de propriété à l'efficacité – ; vi) une politique générale consistant à augmenter les revenus du travail par rapport aux autres sources de revenus ; vii) la promotion affichée de la justice sociale dans une perspective égalitariste ; viii) la préservation de la nature, considérée comme indissociable, non antagonique du progrès social, en tant qu'objectif du développement afin de maximiser la richesse effective ; ix) des relations économiques entre États se fondant sur un principe gagnant-gagnant ; et x) des relations politiques entre États reposant sur la recherche de la paix et des rapports plus équilibrés entre les peuples. L'analyse de chacun de ces points ne va bien sûr pas de soi et fait l'objet d'âpres débats en Chine comme à l'extérieur – débats qui sont loin d'être tranchés, mais qui existent, et doivent être approfondis sans *a priori* ni idées reçues. Malgré les critiques, nous verrons qu'en confrontant le « socialisme à la chinoise » à cette grille de lecture, il n'en est pas très éloigné³.

Entreprises publiques, services publics, planification

En Chine, la justification des entreprises publiques est triple : elles peuvent distribuer plus à leurs salariés ; l'État est libre d'y définir le mode de gestion (en matière salariale notamment) ; et il peut plus facilement les mettre au service de ses projets. Par des outils à la disposition de l'organisme de gestion des participations, l'État affecte les dividendes perçus à un fonds spécial de soutien des entreprises publiques, lesquelles bénéficient également d'avantages en matière de crédit et de taux d'intérêt. Cela s'inscrit donc plutôt dans une voie socialiste.

³ T. Andreani et R. Herrera (2015), « Which Economic Model for China ? », *International Critical Thought*, 5 (1), 111-125.

Une explication de la force de ces entreprises publiques est qu'elles ne sont pas gérées comme les firmes privées occidentales, cotées en Bourse et orientées vers la maximisation de la valeur actionnariale par distribution de dividendes, valorisation des actions et retour sur investissement, parce qu'elles pressurent des sous-traitants, locaux ou délocalisés. Si elles se comportaient de façon aussi rapace, ces entreprises publiques chinoises agiraient au détriment du tissu industriel local, ce qui n'est manifestement pas le cas. Nous aurions alors affaire à une forme sauvage de « capitalisme d'État » (comme on le prétend souvent), et l'on ne voit plus comment il pourrait produire une croissance économique aussi dynamique. Ces entreprises publiques chinoises sont (ou sont devenues) rentables parce que la boussole qui les guide n'est pas l'enrichissement des actionnaires, mais l'investissement productif et le service rendu à leurs clients. Peu importe que leurs profits soient moins élevés que ceux de leurs concurrentes occidentales s'ils servent pour partie à stimuler le reste de l'économie.

L'une des spécificités de ces entreprises publiques est ainsi de ne verser que peu de dividendes à l'État actionnaire (environ 10 %). Aujourd'hui, nombre d'experts internationaux préconisent d'augmenter ces dividendes et la Commission de régulation de la Bourse paraît parfois abonder dans ce sens. Cette orientation, inspirée des pratiques capitalistes occidentales, ne semble pas la bonne formule, car les entreprises publiques se verraient alors privées de leurs atouts majeurs et, même contrôlées par l'État, auraient tendance à en distribuer toujours plus pour s'attacher les faveurs des actionnaires privés, comme le font les firmes occidentales – qui dépendent elles-mêmes le plus souvent des stratégies de portefeuille des oligopoles financiers mondialement dominants. Ici, il vaudrait mieux que l'État chinois instaure une taxe sur le capital, en forme de loyer pour la mise à disposition de ses biens, et que les entreprises profitables puissent conserver une plus grande part des bénéfices à des fins d'investissement et de R & D.

À notre avis, les entreprises publiques chinoises ne doivent pas être gérées comme des firmes privées. Le « socialisme de marché à la chinoise » repose sur le maintien d'un puissant secteur public au rôle stratégique dans l'économie. Tout porte à penser que c'est l'une des explications essentielles des performances de l'économie chinoise, n'en déplaise aux néolibéraux prônant la propriété privée et la maximisation du profit individuel. Cela est sans doute aussi lié à la taille de ces entreprises, mastodontes engendrant des économies

d'échelle qui réduisent les coûts à tous les niveaux et fournissant à une myriade de petites et moyennes entreprises des intrants bon marché assurant des conditions de fabrication compétitives sur le marché.

Une « supériorité » des entreprises publiques chinoises est la participation (limitée, mais réelle) du personnel à la gestion, *via* ses représentants au Conseil de surveillance et au congrès des ouvriers. La logique actionnariale irait à l'encontre d'une telle participation, qu'il faut renforcer. Autre avantage, les entreprises publiques peuvent plus facilement répondre aux objectifs de la planification. Il ne s'agit pas de leur imposer des tâches politiques qui mettraient en cause leur autonomie et pèseraient sur leurs résultats. Mais en contrôlant la nomination et la gestion des dirigeants, les pouvoirs publics, dont dépendent de très nombreuses entreprises, ont les moyens de s'assurer qu'ils agissent comme il convient dans les services publics – mais aussi les secteurs marchands, que le plan peut orienter (par des subventions, la fiscalité...).

14

En Chine, les services sociaux (éducation, santé, retraites...) sont en totalité ou grande majorité aux mains de l'État – gouvernement central ou, plus souvent, gouvernements locaux. De tels services ne fournissent pas des biens marchandisés par le secteur privé, mais des biens sociaux, nécessaires à l'exercice de la citoyenneté, donnant aux individus la capacité d'être des sujets à la fois politiques, sociaux et économiques (formés, en bonne santé, ayant accès à l'emploi, avec équipements de transport, informés, etc.). Mais la conception chinoise étend les services publics aux « biens stratégiques », fournissant des intrants essentiels au reste de l'économie : énergie, infrastructures, matériaux de base, et même services bancaires ou recherche. Si le secteur privé sert de complément ou stimulant, le secteur public est favorisé par l'État dans l'exercice de la concurrence. Cette conception large des services publics « stratégiques » constitue l'une des plus grandes forces de l'économie chinoise. Ce qui est en jeu ici, c'est la souveraineté nationale.

Un trait remarquable du système politico-économique chinois est sa puissante planification qui, si elle a changé dans ses objectifs et ses instruments au cours des dernières décennies, continue d'être appliquée. Les discours présentés chaque année devant l'Assemblée nationale populaire indiquent si les objectifs chiffrés s'inscrivant dans le plan quinquennal ont été réalisés – et c'est souvent le cas –, et donnent à connaître ceux à atteindre pour l'année à venir. Cette planification, qui se projette vers le futur dans

un monde d'incertitudes, est le lieu où sont élaborés et décidés les choix collectifs, expression d'une volonté générale. Elle est l'espace où une nation se choisit un destin commun et le moyen pour un peuple d'en devenir le maître, dans tous les domaines de l'existence : mode de vie, façons de consommer, de se loger, d'occuper l'espace... C'est le PCC qui, aujourd'hui, effectue ces choix pour les citoyens – le principe de consultation étant de plus en plus posé comme nécessité. Cette planification « stratégique » forte, aux techniques modernisées, adaptées aux exigences du temps présent et qui en font l'efficacité (taux bonifiés, contrôle des prix, commandes publiques, etc.), est un trait distinctif d'une voie socialiste.

Toutefois, d'évidence, nous sommes aujourd'hui bien loin de l'idéal égalitariste du socialisme. La Chine est un pays où les inégalités sociales sont fortes. L'application de la ligne égalitariste fut « suspendue » pour accélérer la croissance (d'où le mot d'ordre « s'enrichir avant les autres »), puis a été de nouveau reprise avec la récente promotion de thèmes de justice sociale. La mise en avant de la « morale socialiste » par les responsables du PCC peut prêter au scepticisme, voire aux sarcasmes, quand on sait l'état des comportements de la Chine actuelle : consumérisme, affairisme, arrivisme, goût du luxe, corruption... Mais on ne doit pas prendre ce discours moral à la légère : c'est celui de l'État chinois, constamment opposé à cette dégradation des mœurs. Si elle s'inscrit dans une certaine continuité avec la tradition, souvent revendiquée, cette éthique se réclame de la modernité des idéaux du socialisme, et non d'une justice sociale restreinte à une redistribution limitée des revenus, d'une équité justifiant une « juste inégalité » et définie comme légère amélioration du sort des démunis, et d'une démocratie représentative confisquant dans les faits la participation du peuple. Mais c'est dans le secteur public que l'État dispose des moyens efficaces pour réduire vraiment ces inégalités. Peuvent ici être actionnés la participation des travailleurs à la gestion et le rôle de « locomotive sociale » joué par les entreprises publiques. Voilà un argument de plus qui milite en faveur d'un renforcement du secteur public.

15

Contrôle du système bancaire et des marchés financiers

Certains jugent obsolète le système financier chinois et appellent à sa modernisation, grâce à l'essor des marchés financiers,

qui serait selon eux indispensable à la croissance⁴. Les réformes de ce système financier se sont accélérées depuis 2005 et ont pris la forme d'une ouverture du capital des banques d'État et de la création de Bourses de valeurs. Elles ont suivi celles des entreprises publiques, intervenues antérieurement. Ces dernières avaient été autonomisées par rapport aux orientations du Plan, transformées en sociétés par actions et incitées à adopter des critères de gestion marchands, à s'inspirer de méthodes de la finance de marché et à développer des partenariats avec des investisseurs extérieurs. L'introduction en Bourse des grandes banques (Bank of China, Industrial and Commercial Bank of China et China Construction Bank) a été précédée par l'entrée d'institutions étrangères dans la structure de leur capital (respectivement Goldman Sachs, UBS et Bank of America), afin de faciliter l'apprentissage de la *corporate governance*. Néanmoins, le système de financement de l'économie chinoise reste aujourd'hui fondé sur l'intermédiation bancaire – même s'il tend à s'en éloigner assez rapidement, au motif avancé par les autorités politiques de trouver un « équilibre » entre les systèmes de financement par les marchés financiers et par le crédit bancaire.

16

Mais il ne faut pas confondre « modernisation » et adoption de la voie capitaliste. Il est loin d'être clair qu'un choix en faveur de la finance de marché ait été définitivement fait, tant demeurent massives les interventions des autorités monétaires dans le système financier, et perceptible le pragmatisme de leur démarche. Les pouvoirs publics chinois procèdent en effet par à-coups, par avancées et reculs dans un contexte d'intégration plus poussée, mais contradictoire, du pays dans la mondialisation. Cela fut surtout le cas dans les phases de ralentissement de la croissance économique après 2007, marquées par une activation des crédits bancaires corrigeant les ratés de la finance. Au tournant des années 1990, les banques qui s'étaient déjà engagées dans des opérations aventureuses (finance, assurance, immobilier...) avaient été interdites de le faire entre 1992 et 1995, à la suite des désordres consécutifs à la crise de 1989-1991 – même si elles ont été depuis autorisées à mener des opérations mixtes combinant crédit bancaire et marchés financiers. Plus récemment, après 2008, comme nous l'avons vu, les autorités chinoises ont été obligées de réagir fermement pour limiter l'impact

⁴ F. Mishkin (2010), *The Economics of Money Banking and Financial Markets*, Pearson, Upper Saddle River.

social déstabilisateur de la crise mondiale, en faisant évoluer le cadre institutionnel, en se dotant de puissants instruments de contrôle et en consolidant leur stratégie de développement.

En Chine, la thèse de l'« efficacité des marchés financiers » n'a pas que des partisans, comme en témoignent les appels à un nouvel ordre monétaire et financier mondial régulièrement lancés par les leaders politiques du pays, qui connaissent les avantages de l'intermédiation bancaire et sont conscients des graves dysfonctionnements des marchés financiers. Ces dirigeants préfèrent conserver l'essentiel du système bancaire sous contrôle de l'État, en s'efforçant de l'améliorer, répugnent à abandonner le modèle de « banque universelle » et s'orientent plutôt vers un schéma consistant à tolérer les opérations mixtes, mais effectuées dans des filiales spécialisées, séparées du holding public et placées sous la vigilance de la Commission de régulation bancaire.

De surcroît, les taux d'intérêt demeurent largement administrés, malgré les réformes engagées. Pour ceux qui ont été libéralisés, l'offre de crédit est fortement contrôlée par la Banque centrale, notamment par le biais des réserves obligatoires. Et le relâchement des contraintes imposées aux banques pour fixer les taux servis sur les dépôts ne saurait faire oublier qu'historiquement, les autorités monétaires ont volontairement réduit au minimum (sous le rythme de l'inflation) la rémunération de ces dépôts – ce qui n'a pas infléchi le taux d'épargne national, très élevé. L'une des spécificités (et forces) de la Chine, c'est la torsion volontariste des prix des facteurs. Le gouvernement a eu raison de ne pas laisser le marché fixer « librement » le prix de l'argent de façon à rester maître de l'offre de crédit, difficile à contrôler, mais vitale pour l'économie. Les autorités étatiques, qui ont une vision macroscopique des risques, sont les seules en mesure de guider l'économie dans son ensemble en fonction d'un plan. Des taux d'intérêts administrés ne permettant pas d'ajuster rapidement offre d'épargne des ménages et besoins de financement des entreprises, il conviendrait peut-être de préférer un régime de taux « semi-administrés », avec plafonds pour l'offre de crédits et planchers pour la rémunération de l'épargne – en modifiant ces taux selon les besoins du plan. Mais dans ce débat sur les taux d'intérêt, nous penchons pour le maintien d'un certain dirigisme.

L'élargissement de la sphère privée implique logiquement un essor du marché des actions. Mais selon nous, ce dernier devrait rester limité. S'il a son utilité pour le secteur privé, les entreprises

publiques en revanche devraient en avoir de moins en moins besoin à mesure que s'accroissent leurs capacités d'autofinancement et les fonds d'État pour réaliser des augmentations de capital. L'ouverture du marché des actions aux acteurs internationaux est pour l'instant restreinte aux investisseurs « qualifiés ». Les pouvoirs publics, qui se méfient – à juste titre – des mouvements de capitaux spéculatifs, ont jusqu'à présent interdit aux firmes étrangères d'émettre des actions en yuans sur le marché intérieur. Desserrer ces freins, en particulier pour avancer vers la pleine convertibilité du yuan et ses avantages supposés, reviendrait à se soumettre aux oligopoles financiers, spécialement étatsuniens. Le recours au marché des actions devrait rester aussi limité que possible et ne pas conduire à s'aligner sur la pratique de la valeur actionnariale. L'épargne chinoise est assez abondante pour être mobilisée par des investisseurs institutionnels nationaux, auxquels on peut en outre imposer des limites de rentabilité.

Une stratégie de développement cohérente et autocentrée

18

Un trait souvent souligné pour décrire le succès de cette économie est l'essor de ses exportations de biens et services depuis le début des années 1990, et surtout 2000. On en conclut hâtivement que ces exportations seraient le moteur de croissance du pays. C'est oublier que la stratégie de développement, conçue et appliquée avec régularité et pragmatisme par les dirigeants chinois, s'appuie sur un modèle plus autocentré qu'il n'y paraît, reposant – c'est l'un des « secrets » de ses performances sur les marchés mondiaux, n'en déplaie aux néolibéraux – sur le maintien d'un très puissant secteur étatique (dans l'énergie, les transports, les télécommunications, les matériaux de base et produits semi-finis, la construction, mais aussi le système bancaire, etc.), au rôle dynamisant pour l'ensemble du tissu économique local.

En Chine, une large majorité d'entrepreneurs des secteurs manufacturiers s'intéressent avant tout aux débouchés intérieurs de leurs productions. C'est surtout l'essor de la demande domestique, stimulée par une consommation des ménages en forte hausse et des dépenses en capital de l'État très actives, qui guide leurs programmes d'investissements vers l'optimisme. Grâce aux progrès de l'innovation technologique dans tous les domaines (y compris dans les télécommunications, la robotique, l'espace, etc.), de mieux

en mieux maîtrisée nationalement, le schéma productif du pays a pu évoluer du *made in China* au *made by China*.

Le rythme accéléré des gains de productivité du travail permet d'accompagner la hausse rapide des salaires réels industriels, sans que l'alourdissement des coûts du travail chinois relativement aux autres pays concurrents du Sud détériore la compétitivité. Les exportations – comme les investissements directs étrangers, car plus de la moitié des exportations sont le fait des firmes étrangères implantées en Chine – jouent plutôt un rôle d'appoint. Cela permet de comprendre qu'en 2011, par exemple, la contribution nette négative des exportations à la croissance du PIB (-5,8 %) n'a pas gêné le dynamisme de cette dernière (à près de +10 %), ni entravé la hausse des marges de profit. La prévision de croissance du PIB pour 2018 est de 6,7 % (pour un taux d'inflation à 1,5 %), avec des contributions estimées à 4,5 % pour la consommation, 2,0 % pour l'investissement, mais seulement 0,2 % pour les exportations.

On entend souvent dire que le succès des exportations chinoises serait dû au coût très bas de la main-d'œuvre. L'argument est insuffisant : les coûts de main-d'œuvre ne représentent en effet qu'une faible part des prix de vente (5 à 10 % en moyenne), ce qui ne compense pas – même si les salaires chinois ont tendance à croître plus vite que ceux des concurrents du Sud – les coûts de transport vers les pays importateurs. Le succès de la Chine à l'exportation est dû dans une large mesure aux charges moins lourdes des intrants fournis par des entreprises publiques à prix beaucoup plus bas, car fixés ou fortement contrôlés par l'État (exemple : les carburants). Certes, les salaires chinois sont nettement plus bas qu'au Nord, mais bien plus élevés que de prétendus « salaires de misère ».

En réponse à la crise de 2008, dont l'impact s'est fait sentir quelques années plus tard en Chine, les politiques anticrise de l'État ont visé à corriger les déséquilibres de l'économie, notamment par un essor massif des infrastructures publiques (y compris en zones rurales), la promotion de nouveaux pôles urbains de taille intermédiaire en direction de l'intérieur du pays et l'adoption de mesures favorables à la population agricole⁵. Les revenus nets des ménages ruraux ont ainsi augmenté, en termes réels et par tête, significativement plus vite que ceux des zones urbaines. La part

⁵ E. Wong et T. Sit (2015), « Rethinking “Rural China” », in Herrera R. et K.-C. Lau (eds.), *The Struggle for Food Sovereignty*, 83-108, Pluto Press, London.

consacrée à la consommation dans le revenu national augmente donc par rapport à celle de l'investissement. Les services aux ménages et aux entreprises progressent. L'immobilier est aussi davantage contrôlé, en particulier par le crédit.

La destinée du yuan

Pourtant, l'essor des exportations chinoises de biens et services – en plus de celles de capitaux (refinancement du Trésor étatsunien, restructuration de dettes souveraines en Europe)⁶ – cristallise un autre point de tension. La monnaie chinoise, le renminbi, dont l'unité monétaire est le yuan, serait sous-évaluée, lit-on souvent en Occident, et donc à l'origine de la persistance de déficits commerciaux bilatéraux avec la plupart des pays du Nord, États-Unis en tête⁷. Les pressions exercées par Washington dans le sens d'une appréciation du renminbi face au dollar rencontrent la résistance de Beijing, mais ont abouti à plusieurs réévaluations – la dernière datant d'avril 2012, après celle de juillet 2005. Entre l'été 2005 (quand la Chine décida de ne plus lier les variations de sa monnaie au dollar) et le printemps 2012, la valeur du renminbi s'est appréciée en termes réels de 32 % par rapport au dollar⁸. Mais le leitmotiv a continué : les produits exportés par la Chine, déjà bon marché, seraient rendus plus compétitifs encore par une monnaie artificiellement dépréciée...

On sait que les discussions sur la « juste valeur » des monnaies, articulées sur des décisions de politiques commerciales, sont polémiques. Or, parmi les critères disponibles, le rapport solde de la balance des comptes courants sur PIB est le plus utilisé par l'administration étatsunienne. Le référentiel ainsi retenu pour définir le taux de change « d'équilibre » est un ratio excédent ou déficit de la balance des paiements courants sur PIB compris entre +/- 3 ou 4 %. En appliquant ce critère à la Chine, marqué par le poids des échanges bilatéraux avec les États-Unis, on voit que le ratio chinois est revenu de 10,6 % en 2007 à 2,8 % en 2011, et 1,4 % en 2012. La « sous-évaluation » du renminbi ne saute donc pas aux yeux quand on se réfère au *benchmark* le plus employé aux États-Unis.

⁶ Lire : « More UK equities for China ? », *Financial Times*, 3 juin 2011.

⁷ Voir les rapports de l'US Congressional Research Service.

⁸ Bank for International Settlements (BIS).

Cela n'empêchera pas ces derniers, en dépit des graves déséquilibres qui caractérisent leur économie, de poursuivre ce qui ressemble à une « guerre des monnaies », par dépréciation du dollar sur le marché des changes, pour imposer à Beijing les termes de ce que certains appellent une « capitulation »⁹ – et dont l'un des effets fut de dévaloriser les réserves en devises de la Chine, majoritairement détenues en dollar.

Un renminbi internationalisé, spécialement pour le transformer en monnaie de réserve globale, requièrerait l'adoption de conditions très strictes : l'ouverture du compte de capital, ainsi que la flexibilité du taux de change ; l'intégration des marchés financiers chinois dans le système mondial capitaliste ; des politiques macroéconomiques (de lutte contre l'inflation, de limitation de l'endettement public, etc.) visant à gagner la « confiance » des marchés ; et une taille critique de l'économie justifiant cette ambition d'internationalisation de la monnaie. Les deux premières conditions sont des exigences *sine qua non* ; les deux dernières, non, et n'ont d'ailleurs pas été toujours respectées par les pays du Nord à monnaies utilisées comme réserves internationales.

La taille critique est d'évidence atteinte : le poids de la Chine la place au deuxième rang mondial pour le PIB, derrière les États-Unis, et entre ces derniers et la zone euro pour les exportations. Le critère relatif aux politiques macroéconomiques paraît également rempli, dans la mesure où l'adoption des mesures anti-inflationnistes, de contrôle des comptes publics et de maîtrise du cours du renminbi a porté ses fruits ces dernières années. Si les pressions inflationnistes restent un danger, l'indice de stabilité des prix est meilleur en Chine que dans les autres BRICS. L'endettement des administrations publiques est contenu à des niveaux moins élevés que dans la plupart des pays occidentaux eux-mêmes. Les indices de variabilité de la monnaie nationale montrent aussi un renminbi moins instable que le real, la roupie, le rouble ou le rand. Néanmoins, quant à l'ouverture du compte de capital et à l'intégration plus poussée des marchés financiers chinois dans le système mondial, force est de reconnaître que, malgré l'adoption de mécanismes de marché en matière de politique monétaire et l'assouplissement des réglementations relatives au compte de capital et à la parité du renminbi, les autorités monétaires chinoises continuent de disposer

⁹ Wolff M., *Financial Times*, 12 octobre 2010.

de puissants outils de contrôle. De plus, et sans être totalement absent, le renminbi est encore peu utilisé sur les marchés de produits dérivés *over-the-counter*, et concentré sur des instruments classiques de couverture (*forwards*)¹⁰.

L'internationalisation de la monnaie apporterait des bénéfices à la Chine, à commencer par un « droit de seigneurage », bien visible dans le cas des États-Unis. Toutefois, une telle orientation signifierait une soumission dommageable du pays à la haute finance mondialement dominante, donc une perte relative de contrôle de la politique monétaire. Comment la Chine parviendrait-elle à tirer profit d'un renminbi internationalisé sans en payer le prix fort – en renonçant au plein exercice de sa souveraineté nationale et en voyant reculer l'autonomie de sa stratégie de développement ? Aujourd'hui, les pressions internes sont fortes en faveur d'une libéralisation des marchés financiers, mais restent atténuées par des discours officiels rassurants, crédibles, sur le contrôle du processus de réformes. Mais ces pressions se font préoccupantes quand elles coïncident avec les recommandations des experts du FMI ou des leaders occidentaux invitant la Chine à choisir la voie du néolibéralisme – et si nécessaire, en intégrant le renminbi dans le panier monétaire des droits de tirage spéciaux. Sur le sujet, les dirigeants chinois, en général nuancés et prudents, sont conscients des dangers qu'un renminbi internationalisé implique pour l'avenir du socialisme de marché. Espérons qu'ils sauront résister aux sirènes du libéralisme. En attendant, ils renforcent leurs partenariats avec le Sud et l'Est, en particulier dans le cadre du groupe de Shanghai, et rouvrent une route de la soie pour desserrer l'étau de l'encercllement agressif des États-Unis.

22

Conclusion

L'évolution des relations entre, d'une part, PCC au pouvoir et bloc social sur lequel il s'appuie – classes moyennes bénéficiaires de la croissance et entrepreneurs privés –, et, d'autre part, masses ouvrières et paysannes, allant dans le sens d'une restauration du capitalisme ou bien d'une réactivation d'un compromis social plus favorable aux classes populaires, ouvre sur des perspectives de confrontations de grande ampleur entre les forces politiques en présence, et sur des

¹⁰ R. Herrera (2014), « A Marxist Interpretation of the Current Crisis », *World Review of Political Economy*, 5 (2), 128-148.

trajectoires divergentes de structures de l'économie¹¹. Une question subsiste : comment les élites dirigeantes, dont la légitimité se voit renforcée par les retombées positives que génère la croissance, parviendraient-elles à renouveler les conditions de la « *success story* » du pays sans s'appuyer sur une modification du rapport de forces internes en faveur des classes populaires et sans réorienter le « projet national » vers une priorité aux politiques sociales ? Car le choix de la voie capitaliste franchement assumée par ces élites, conduisant à briser l'équilibre dynamique du système et à perdre le contrôle sur des contradictions croissantes, ne garantirait-il pas l'échec de la stratégie adoptée jusqu'à présent ? Une autre préoccupation surgit : quelle sera l'attitude des États-Unis, y compris du point de vue militaire, face à la montée en puissance de la Chine ? L'avenir de cette dernière reste largement indéterminé, de par sa dynamique propre, mais aussi parce que le capitalisme des oligopoles financiers du Nord semble vouloir entrer frontalement en conflit avec elle – malgré leur étroite interdépendance. D'autant que, nous continuons à le penser, le système politico-économique en vigueur en Chine contient toujours des éléments (et des potentialités de réactivation) du socialisme, comme aussi des possibilités de transformation de l'ordre global, dans le sens de la construction lente et progressive d'un monde multipolaire, face à l'hégémonisme étatsunien.

Résumé :

Cet article s'interroge sur la nature du système économique chinois. Il rappelle tout d'abord les débats (et désaccords entre marxistes) sur la Chine. Puis il examine les traits du socialisme de marché à la chinoise, largement étrangers au capitalisme, en faisant une lecture du système chinois comme un socialisme de marché, ou avec marché, en le rapprochant de dix caractéristiques fondamentales. Il se concentre ensuite successivement sur les entreprises publiques, les services publics et la planification ; sur le contrôle du système bancaire et des marchés financiers ; sur la stratégie de développement cohérente et autocentrée du pays ; et sur les enjeux relatifs au yuan. Il conclut sur les incertitudes ouvertes par les évolutions actuelles de l'économie chinoise, mais aussi sur l'affirmation que le système politico-économique en vigueur en Chine contient toujours des éléments (et des potentialités de réactivation) du socialisme, comme aussi des possibilités de transformation de l'ordre global, face à l'hégémonisme étatsunien.

¹¹ S. Amin (2010), « Prefacio », in Herrera R., *Avances revolucionarios en América Latina*, Quito : FEDAEPS.

